

[Texte]

You've also raised what I think is a very difficult issue, which is one of deciding the division of labour between the federal government and the provincial governments. You notice that only Quebec is doing major work in this area at this time. It's possible that some other provinces in the west may decide to do something similar. I think you have to come up with some way of ensuring that, from the federal level, there is research and development and training and model projects and stimulation and energy to encourage people to do the stuff that will make communities safer. In some cases there will be team work, as in the case of Quebec, and there may be team work with other provinces later on.

I also think the federal government has some responsibility to encourage provinces to do things. In the victim area, for instance, they use the tool of defined surcharge as one of the ways of encouraging the provinces to do things. I think there are a number of ways the federal government could use for the surcharges or proceeds of crime; there is a range of different things they could use to encourage the provinces to get into this.

Mr. Waddell: What Mr. Fee said is a good point. Sweden is a unitary state and France is basically a centralized unitary state, and they both have national crime prevention policies. Canada, as I understand you said, does not have a national crime prevention policy. Can you have a national crime prevention policy in a federal state like Canada?

Prof. Waller: We have policies on the environment, policies on the economy, policies on health. Why can't we have national policies on crime prevention?

The Chairman: Everyone around this table wants to ask further questions, Professor Waller, and it's not very fair to the other witnesses who are waiting. However, the distinguished critic for the Solicitor General for the Liberal Party would like to ask one question.

Mr. Wappel (Scarborough West): Mr. Chairman, I would like to ask three questions without answers. I would ask the professor to consider the questions and get back to us with the answers. That way I could get the questions in and we don't need the answers today.

First, on your chart you show Japan. It has a significantly lower rate than any other country, yet you haven't discussed Japan. Would you be able to tell us why you think Japan has such a low rate and whether those reasons can be transposed to Canada?

Second, on page 14 you indicate that you think the RCMP Act should be changed, and I quote: "... to make safety and security of persons and property a main objective of policing. ..." I would have thought, and do think, that this is currently the RCMP's main objective. If it is not, if I read you right, what do you believe the present RCMP mandate is if it's not safety and security of persons and property?

[Traduction]

Vous avez soulevé une question très épineuse, celle du partage des compétences en ce domaine entre les gouvernements fédéral et provinciaux. Vous constaterez qu'il n'y a que le Québec qui fait beaucoup dans ce domaine actuellement. Il est possible que d'autres provinces dans l'Ouest décideront de faire quelque chose de semblable. Je pense que vous devez trouver un moyen de vous assurer qu'il y aura, au niveau fédéral, de la recherche et du développement, de la formation, des projets modèles, de la stimulation et du dynamisme pour encourager les gens à agir pour rendre leur milieu plus sécuritaire. Dans certains cas il s'agira de travail d'équipe, comme au Québec, ou il y aura peut-être du travail d'équipe avec d'autres provinces plus tard.

Je crois également qu'il incombe au gouvernement fédéral, dans une certaine mesure, d'encourager les provinces à agir. Dans le domaine de l'aide aux victimes, par exemple, on a recours au supplément déterminé, entre autres, pour encourager les provinces à agir. Je crois qu'il y a beaucoup de choses que le gouvernement fédéral pourrait faire pour ce qui est des suppléments ou des recettes du crime; il y a toute une gamme de mesures qu'il pourrait utiliser pour encourager les provinces à s'impliquer dans ce domaine.

M. Waddell: M. Fee a tout à fait raison. La Suède est un État unitaire et la France est essentiellement un État unitaire centralisé, et ces pays ont tous deux des politiques nationales de prévention du crime. Le Canada, si je comprends bien, n'a pas de politique nationale de prévention du crime. Une telle politique est-elle possible dans un État fédéral comme le Canada?

M. Waller: Nous avons des politiques sur l'environnement, sur l'économie, et sur la santé. Pourquoi ne pourrions-nous pas avoir une politique de prévention du crime?

Le président: Tout le monde autour de cette table aimerait bien vous poser d'autres questions, monsieur Waller, mais ce ne serait pas juste envers les autres témoins qui attendent. Cependant, le distingué porte-parole du parti Libéral pour les questions concernant le solliciteur général aimerait poser une question.

M. Wappel (Scarborough-Ouest): Monsieur le président, j'aimerais poser trois questions et je demanderais au professeur d'y réfléchir et de nous répondre par écrit. Nous pourrions donc obtenir sa réponse sans nécessairement qu'il nous entretienne plus longuement aujourd'hui.

Premièrement, votre tableau indique le Japon. Son taux de criminalité est beaucoup plus bas que celui d'autres pays, mais vous n'avez pas mentionné le Japon. Pourriez-vous nous dire pourquoi d'après vous le Japon a un si faible taux de criminalité et si ces raisons-là pourraient être transposées au Canada?

Deuxièmement, à la page 14, vous dites que la loi sur la GRC devrait être modifiée pour que la sécurité des personnes et de la propriété devienne l'objectif principal des activités policières. J'aurais cru, et enfin je crois, que c'est actuellement l'objectif principal de la GRC. Si ce n'est pas le cas, enfin, si je vous comprends bien, que croyez-vous être le mandat actuel de la GRC si ce n'est pas la sécurité des personnes et de la propriété?